

# La Tunisie confrontée à la réalité du pouvoir islamiste

La Tunisie a vu se multiplier ces derniers mois les violences sociales et politiques.

On ne le sait pas beaucoup en France et il ne faut compter sur la presse bobo aplaventrisme devant l'Islam et l'Islamisme pour nous en informer, cela proviendrait de la volonté farouche du parti islamiste au pouvoir, Ennahda, dirigé par Rached Ghannouchi, de verrouiller sous sa botte toute la Tunisie. Il est rapporté qu' Ennahda a nommé que des représentants de son parti à la direction des 24 provinces du pays, qu'on appelle des gouvernorats.

En conséquence, à intervalles réguliers, la rue à Tunis, fait état d'une énième brimade des [nahdhaouis](#) (militants du parti islamiste Ennahda) annonciatrice de nouvelles arrestations, de vexations quotidiennes, de procès pipés, d'assauts contre les dernières tranchées des libertés et de très probables manipulations et autres viols des esprits.

Dans le chaos qui s'installe, au début du mois d'août, la nuit en plein centre-ville, ce fut un délire contre une minorité d'un parti d'opposition. L'avenue Habib-Bourguiba fut quadrillée par la police. Poursuites, coups de matraques, encerclement: en 15 minutes, c'est la débâcle... Un policier a commenté par la suite l'opération en ces termes: *«Imaginez que les manifestants soient des merguez, : vous les embrochez au milieu et ça ressort par les deux bouts.»* Aujourd'hui, c'est la liberté de se déplacer librement à l'intérieur du pays, la liberté de recevoir qui l'on veut chez soi, de s'attabler dans un café, qui ne sont plus garanties. Le poète *Ouled Ahmed*, sorte de Rimbaud Tunisien, a été tabassé en plein au coin de la rue par les tontons macoutes de Rached Ghannouchi

Un autre coup bas avait été ressenti par la rue survoltée: l'incarcération de Sami Fehri, le patron de la chaîne de télévision Ettounissia.

Plus bas encore: l'intronisation d'un commissaire de police à la tête du quotidien arabophone Essabeh.

De nouvelles en nouvelles, depuis son arrivée au pouvoir, Ghannouchi tisse la toile d'araignée d'une politique totalitaire où la société civile serait vissée, donc bâillonnée et où on ne compterait ni opposition, ni presse indépendante, ni parti, ni ordre d'avocats, ni juges indépendants, et bien sûr, personne n'oserait y croire. Pratiquement, ce serait une junte religieuse.

### **Nouvelle étape**

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le musellement de l'opposition démocrate avec le meurtre, d'un opposant laïc tunisien *Chokri Belaïd*, chef du parti des Patriotes démocrates, abattu de plusieurs balles devant chez lui.

La réplique de la rue tunisienne déjà affamée suite à une hausse exponentielle des chiffres du chômage, ne s'est pas fait attendre et toute une série de violences et de protestations étaient en route dans le pays, le même jour mercredi 6 février.

On dit quelque 200 manifestants ont tenté de prendre d'assaut le siège de la police à *Sidi Bouzid*, berceau de la révolte de 2011 dans le centre-ouest.

L'armée, qui observe une certaine retenue, est intervenue pour tenter de calmer la foule dans cette ville déshéritée du centre tunisien.

Dans le même temps, des manifestants ont saccagé les locaux du parti islamiste tunisien au pouvoir Ennahda à Mezzouna, près de *Sidi Bouzid*, et à *Gafsa* (centre) pour dénoncer le meurtre

mercredi de l'opposant tunisien

Aujourd'hui, des manifestations se déroulent dans plusieurs villes dont Tunis. Plusieurs dizaines de manifestants ont pris d'assaut les locaux d'Ennahda à *Mezzouna*, à 75 km au sud-est de *Sidi-Bouزيد*, avant de l'incendier.

Selon l'épouse de l'opposant assassiné il a été touché par deux balles alors qu'il sortait de chez lui. Son frère a immédiatement accusé le parti islamiste Ennahda, qui dirige le gouvernement tunisien, d'être responsable du meurtre. *«J'emmerde tout le mouvement Ennahda et j'accuse (son chef) Rached Ghannouchi d'avoir fait assassiner mon frère»*,.

A *Gafsa*, dans le bassin minier tunisien, des dizaines de personnes ont pénétré dans les locaux d'Ennahda, y brisant les meubles et arrachant les banderoles du mouvement. Quelque 700 personnes manifestaient pacifiquement dans cette même ville. Des centaines de personnes ont aussi manifesté *Kasserine* et *Béja* (nord-ouest) et *Bizerte* (nord).

A Tunis, une foule sans cesse grandissante se réunissait devant le ministère de l'Intérieur sur l'avenue Habib Bourguiba, haut lieu de la révolte de 2011. Vers midi (même heure en France) ils étaient quelque 2 000 manifestants.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, se retranche derrière une prétendue condamnation de ce meurtre en prétextant que les tueurs voulaient *«un bain de sang, mais ils ne vont pas réussir»*, et qualifiant, en spécialiste de la langue de bois qu'il est, les accusations contre sa formation *«de règlement de compte politique»*.

Le Premier ministre tunisien *Hamadi Jebali* toujours issu du même parti islamiste Ennahda, a dénoncé un acte de terrorisme contre toute la Tunisie. *«C'est un acte criminel, un acte de terrorisme pas seulement contre Belaïd mais contre toute la Tunisie»*.

*Il a ajouté pour calmer les ardeurs des foules qui sont descendues dans la rue «Le peuple tunisien n'est pas habitué à ce genre de choses, c'est un tournant grave (...) notre devoir à tous, en tant que gouvernement, en tant que peuple c'est de faire preuve de sagesse et de ne pas tomber dans le piège du criminel qui vise à plonger le pays dans le désordre».*

Toujours selon le premier ministre tunisien, *Chokri Belaïd* figure de l'opposition de gauche et critique acerbe du gouvernement actuel, a été tué de trois balles tirées à bout portant par un homme portant un vêtement de type burnous, sorte de long manteau traditionnel en laine avec une capuche pointue.

*Chokri Belaïd*, avait rejoint une coalition de partis, le Front populaire, qui se pose en alternative au pouvoir en place. Plusieurs partis d'opposition et des syndicalistes ont accusé des milices pro-islamistes d'orchestrer des heurts ou des attaques contre les opposants ou leurs bureaux. Une réunion du parti Nida Tounes, survivant du naufrage des petits partis, a été prise d'assaut par une bande de salafistes, les malabars de Ghannouchi.

Dernier scandale : quel montant le [Qatar](#) a accordé à la Tunisie comme prêt pour faire face à la crise économique? Et à quel taux? Il faudrait être bien naïf pour croire à la générosité inconditionnelle des Qataris. La Tunisie, province du Qatar ?

Si les Tunisiens se rendent compte que le miracle économique n'aura pas lieu que le chômage restera leur pain quotidien, et qu'ils réalisent qu'ils ont troqué un dictateur pour un autre, la situation en Tunisie pourrait-elle tourner comme en Syrie ?

**Huineng**